

Arrêté ministériel relatif à l'approbation de l'étude de zone concernant les zones de prévention rapprochée et éloignée des ouvrages de prise d'eau souterraine dénommés "Seilles P1, Seilles P2, Seilles P3, Seilles P4, Seilles P5, Seilles P6 et Seilles P7" situées dans le sous-bassin hydrographique de la Meuse aval, sis sur le territoire de la commune d'Andenne.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Vu le Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau, et notamment les articles R.279 et R.288 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2011 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 avril 2007 déterminant les zones prioritaires en zone d'assainissement autonome et la planification de l'étude de ces zones ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 mai 2007 relatif à l'établissement des zones de prévention rapprochée et éloignée des ouvrages de prise d'eau souterraine dénommés "Seilles P1, Seilles P2, Seilles P3, Seilles P4, Seilles P5, Seilles P6 et Seilles P7", sis sur le territoire de la commune d'Andenne;

Vu le rapport final établi par l'Intercommunale namuroise de Services publics (INASEP), organisme d'assainissement agréé, concernant l'étude zone relative aux zones de prévention rapprochée et éloignée des ouvrages de prise d'eau souterraine dénommés "Seilles P1, Seilles P2, Seilles P3, Seilles P4, Seilles P5, Seilles P6 et Seilles P7" ;

Vu l'avis favorable du Collège communal d'ANDENNE rendu en date du 15 juillet 2011 sur le rapport d'étude de la zone prioritaire susvisée et ses conclusions ;

Vu l'avis de la Société Publique de Gestion de l'Eau rendu en date du 9 mars 2012 sur le rapport d'étude de la zone prioritaire susvisée et ses conclusions ;

Considérant que le Gouvernement a chargé la Société Publique de Gestion de l'Eau (S.P.G.E.) de l'élaboration de l'étude de zone conformément à l'article R.279, § 2, alinéa 3 du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau ;

Considérant que la SPGE a confié la réalisation de l'étude de zone relative aux zones de prévention rapprochée et éloignée des ouvrages de prise d'eau souterraine dénommés "Seilles P1, Seilles P2, Seilles P3, Seilles P4, Seilles P5, Seilles P6 et Seilles P7" à l'Intercommunale namuroise de Services publics (INASEP), organisme d'assainissement agréé concerné ;

Considérant que l'étude de zone a été établie conformément aux prescriptions définies à l'article R.279, § 2, alinéa 3 du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau et comprenant notamment un relevé de la situation existante, une analyse de la situation existante, les solutions préconisées à la suite de l'analyse effectuée et un rapport final reprenant la synthèse de l'ensemble des éléments décrits ci-avant et la recommandation de délais pour la réalisation des équipements s'ils sont prescrits ;

Considérant que les zones de prévention éloignée et rapprochée sont situées dans le sous-bassin hydrographique de la Meuse amont et sis sur le territoire de la commune d'ANDENNE;

Considérant que l'épandage souterrain d'effluents domestiques, même après épuration est interdit en zone de prévention rapprochée en vertu de l'article R.166, § 1<sup>er</sup> du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau ; que les déversements et transferts d'eaux usées ou épurées ne peuvent avoir lieu que par des égouts, des conduits d'évacuation ou des caniveaux étanches ;

Considérant que selon le rapport d'étude de la zone prioritaire, le régime d'assainissement autonome à la parcelle est confirmé ;

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>.** L'étude de zone porte sur la zone située dans le sous-bassin hydrographique de la MEUSE AVAL et concerne plus spécifiquement la zone prioritaire de type « zone de prévention de captage » concernant les zones de prévention rapprochée et éloignée des ouvrages de prise d'eau souterraine dénommés "Seilles P1, Seilles P2, Seilles P3, Seilles P4, Seilles P5, Seilles P6 et Seilles P7" (code SWDE005).

Les résultats et conclusions de l'étude susvisée sont approuvés par le Ministre.

**Art. 2.** Outre les prescriptions minimales visées à l'article R.279, § 2 du Livre II Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau, la présente étude de zone comprend :

- 1° une carte de synthèse ;
- 2° les conclusions de l'étude de zone.

Ces trois éléments sont annexés au présent arrêté et sont consultables au siège de l'organisme d'assainissement agréé et sur le site de la SPGE (<http://www.spge.be>), dans la rubrique « Etudes de zone ».

**Art. 3.** Les habitations considérées comme incidentes et maintenues en assainissement autonome sont équipées d'un système d'épuration individuelle pour le 30 juin 2014 au plus tard.

Les habitations déjà équipées d'un système d'épuration individuelle sont tenues de respecter les normes en vigueur.

**Art. 4.** L'administration est chargée de transmettre un exemplaire du présent arrêté :

- 1° à l'Intercommunale namuroise de Services publics (INASEP) ;
- 2° à la Société publique de gestion de l'eau (SPGE) ;
- 3° à l'administration communale d'ANDENNE;
- 4° au titulaire de la prise d'eau.

Conformément à l'article R.279 du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau, l'organisme d'assainissement agréé concerné est chargé de notifier la décision du Ministre aux propriétaires des habitations concernées dans les trente jours de sa réception.

**Art. 5.** Un recours en annulation pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir, peut être porté devant le Conseil d'Etat contre la présente décision par toute partie justifiant d'une lésion ou d'un intérêt.

Le Conseil d'Etat section administration peut être saisi par requête écrite signée par l'intéressé ou par un avocat, et ce dans les 60 jours à dater de la notification ou de la publication de la présente décision.

Namur, le .....14.MAI 2012

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire  
et de la Mobilité

Philippe HENRY



Pour les zones de prévention des captages P1 à P7 à seilles, au vu :

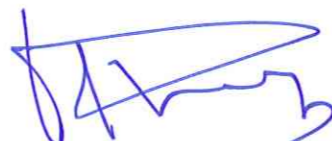
- Des difficultés techniques (présence de trois exutoires, situation en quai de Meuse) et les coûts financiers qui en découlent pour la mise en œuvre d'une solution collective de l'assainissement ;
- De la présence d'une station d'épuration individuelle pour la prison ;
- Du raccordement de la majorité des bâtiments sur le réseau d'égouttage avec rejet en Meuse en dehors de la zone de protection de captage ;

Il est opportun de maintenir en assainissement autonome à la parcelle la zone des périmètres de prévention des captages Seilles P1, P2, P3, P4, P5, P6, P7 à Seilles.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel relatif à l'approbation de l'étude de zone dénommée « SWDE005 » et relative aux zones de prévention rapprochée et éloignée des ouvrages de prise d'eau souterraine dénommés "Seilles P1, Seilles P2, Seilles P3, Seilles P4, Seilles P5, Seilles P6 et Seilles P7" - Sous-bassin hydrographique de la Meuse aval, sis sur le territoire de la commune d'Andenne.

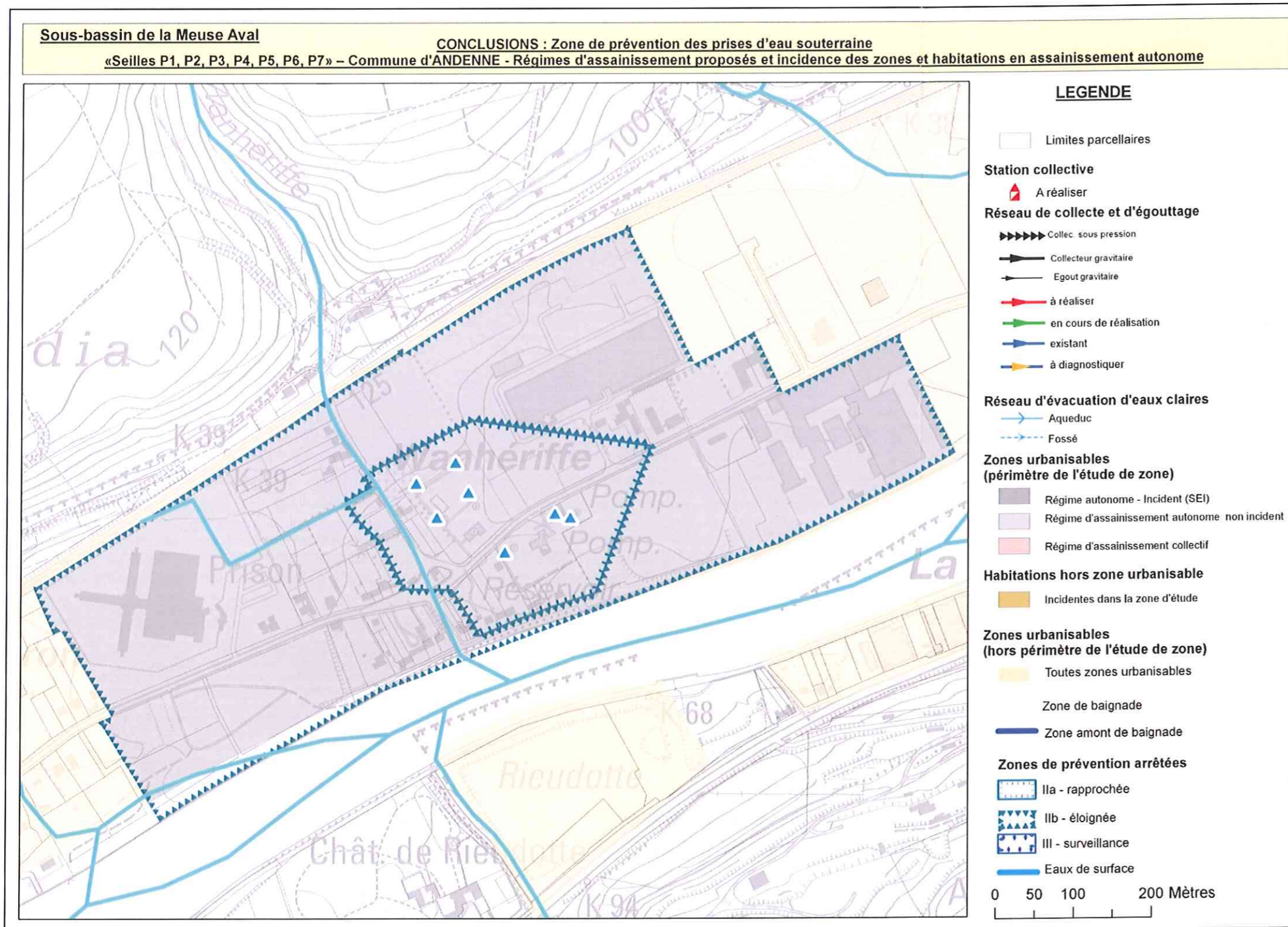
Namur, le .....14...M.A.I...2012

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire  
et de la Mobilité



Philippe HENRY





Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel relatif à l'approbation de l'étude de zone dénommée « SWDE005 » et relative aux zones de prévention rapprochée et éloignée des ouvrages de prise d'eau souterraine dénommés "Seilles P1, Seilles P2, Seilles P3, Seilles P4, Seilles P5, Seilles P6 et Seilles P7" - Sous-bassin hydrographique de la Meuse aval, sis sur le territoire de la commune d'Andenne.

Namur, le **14 MAI 2012**

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de la Mobilité

  
Philippe HENRY